



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

STRATÉGIE 2024-2026

DE NOUVELLES FAÇONS
DE PENSER ET D'AGIR

FÉVRIER 2024



DU CONCEPT À L'ACTION : UNE DÉCENNIE D'ANALYSE, DE PERTURBATION ET DE RÉSILIENCE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime a été fondée en 2013 dans le but d'élaborer une approche stratégique mondiale de lutte contre la criminalité organisée basée sur le renforcement de la volonté politique d'action, la création d'une base de données analytique sur la criminalité organisée, la mise à mal des économies criminelles et le développement de réseaux de résilience au sein des communautés impactées. Dix ans plus tard, la menace que fait peser la criminalité organisée est plus grande que jamais. Il est donc essentiel de continuer à agir en élaborant une réponse mondiale coordonnée.

© Global Initiative Against Transnational Organized Crime, 2023.
Tous droits réservés.

Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit sans l'autorisation écrite de la GI-TOC.

Photo de couverture : © *Kjpargeter/FreePik*

Veuillez adresser vos demandes à :
The Global Initiative Against Transnational Organized Crime
Avenue de France 23
Genève, CH-1202
Suisse
www.globalinitiative.net

CONTENU

Introduction 2

La GI-TOC entre dans sa deuxième phase 3

Objectifs stratégiques pour 2024-2026 5

1. Amélioration du travail d'analyse et des données factuelles 5
2. Élaborer des programmes novateurs pour perturber les marchés criminels 6
3. Renforcer la résilience des communautés vulnérables 7
4. Développer des réseaux d'action 8
5. Améliorer l'efficacité opérationnelle 9

Quel est notre impact ? Le cadre des indicateurs de progrès 11

Conclusions : des orientations pour l'avenir 13



INTRODUCTION

Le monde est confronté à un ensemble de menaces et d'enjeux majeurs, souvent interdépendants, tels que les conflits violents, le changement climatique, les inégalités croissantes, l'impact de l'innovation technologique rapide et les migrations de masse. La criminalité organisée recoupe toutes ces questions : elle favorise ces tendances ou en tire profit. Elle se développe dans les fissures de notre monde fracturé.

On peut ainsi constater que des criminels font entrer des armes dans des zones de conflit ou en sortent, de l'Afghanistan à l'Ukraine, en passant par la République démocratique du Congo et le Soudan. Il est de plus en plus fréquent que les groupes criminels soient utilisés comme un outil de l'État pour affaiblir les opposants, soutenir ou renverser des gouvernements, ou encore mener des guerres hybrides ou des guerres par procuration. En exploitant illégalement les forêts, en pratiquant la surpêche et en déversant illégalement des déchets, ils alimentent la destruction de notre environnement naturel. Ils exploitent les plus démunis par le biais d'extorsions de fonds ou en entraînant leurs victimes dans le trafic d'êtres humains. La « corruption organisée » permet à des acteurs criminels intégrés à l'État de déployer tous les moyens possibles pour conserver la mainmise sur le pouvoir et faire preuve de népotisme au détriment des ressources et des institutions publiques. Plus encore, les criminels s'adaptent rapidement aux dernières technologies, en exploitant les rançongiciels et l'intelligence artificielle, en transférant de l'argent ou en émettant des messages cryptés.

La dernière édition de l'Indice mondial de la criminalité organisée (2023) révèle qu'une plus grande attention doit être portée à la lutte contre la criminalité financière, désormais considérée comme le plus grand marché criminel au monde. En outre, il est essentiel d'identifier et de perturber le rôle des facilitateurs professionnels dans les secteurs privé et public qui sont à l'interface des marchés illicites et licites.

En somme, il existe un besoin urgent et permanent de recherche et d'action dans le domaine de la criminalité organisée afin de promouvoir une nouvelle réflexion et de nouvelles réponses pour comprendre les marchés criminels, les acteurs et les écosystèmes qui les favorisent et pour renforcer la résilience des communautés et la coopération transfrontalière. Loin d'être marginale, cette question est au cœur même du renforcement de la paix et de la sécurité internationales, de la promotion du développement durable, de l'amélioration de la gouvernance des biens communs mondiaux, de la réduction de l'impact de la dégradation de l'environnement et du renforcement de la coopération multilatérale (par exemple dans le contexte du Sommet de l'avenir).

LA GI-TOC ENTRE DANS SA DEUXIÈME PHASE

La GI-TOC a vu le jour il y a dix ans, sous la forme d'un petit réseau essentiellement composé de représentants des forces de l'ordre préoccupés par les dommages causés par les économies illicites.

Dix ans plus tard, la valeur ajoutée de la GI-TOC se manifeste à travers les réalisations suivantes :

- Être aujourd'hui la plus grande organisation de la société civile engagée dans l'analyse et la réponse aux économies illicites ;
- Accueillir le seul réseau mondial pluridisciplinaire de lutte contre la criminalité organisée, qui réunit près de 700 experts représentant différentes régions et différents secteurs ;
- La mise en place de sept observatoires axés sur les économies illicites ;
- La gestion du Fonds pour la résilience qui soutient plus de 170 organisations et individus dans plus de 55 pays ;
- La production chaque année de plus de 90 publications de haute qualité et à fort impact qui mettent en lumière une grande variété de marchés et d'acteurs criminels dans différentes parties du monde ;
- La publication du tout premier indice mondial du crime organisé, qui couvre l'ensemble des 193 États membres des Nations unies, et qui mesure en outre la résistance de chaque pays à la criminalité organisée ;
- Être une référence dans la proposition de nouvelles méthodes d'analyse de la criminalité organisée et dans la conception de réponses stratégiques et politiques plus efficaces pour en prévenir et en déstabiliser la progression.

Si ce dixième anniversaire est une bonne occasion de célébrer et de réfléchir au chemin parcouru par la GI-TOC en peu de temps, nos recherches montrent qu'il reste encore beaucoup à faire.

Cette stratégie à moyen terme pour 2024-26 présente un certain nombre d'objectifs que la GI-TOC entend s'efforcer d'atteindre, conformément à son mandat visant à renforcer l'ensemble des connaissances et des informations factuelles sur les économies illicites, ainsi qu'à intensifier la résilience et les réponses qui y sont apportées à l'échelle multilatérale. Les objectifs stratégiques cherchent à répondre à certaines des vulnérabilités mises en évidence par l'Indice mondial du crime organisé 2023 et s'appuient sur les recommandations formulées par la GI-TOC sur les éléments possibles d'une stratégie mondiale de lutte contre le crime organisé. Ce document se veut évolutif, il reste donc flexible et peut être adapté à l'évolution des priorités et des tendances mondiales, garantissant ainsi la position de leader d'opinion et de politique innovante et proactive de la GI-TOC dans ce domaine.

LA THÉORIE DU CHANGEMENT DE LA GI-TOC

OBJECTIF : faire reculer le crime organisé et atténuer son impact négatif sur les personnes, l'environnement, les entreprises et les États.

Nous pensons que tout changement positif doit se fonder sur des données actualisées et fiables, et sur une base factuelle qui permet une compréhension fine de l'économie politique locale dans le contexte géopolitique mondial. Pour parvenir à un tel changement, il faut pouvoir s'appuyer sur des analyses à la fois pertinentes et actualisées, ainsi que sur des recommandations fondées sur les meilleures pratiques, sur l'expérience du terrain et sur l'innovation. La mission de la GI-TOC est de produire de telles analyses et d'en présenter les résultats aux décideurs politiques afin d'influencer le changement. Nous proposons des solutions aux niveaux local, national, régional et mondial aux cercles politiques et aux décideurs. Pour garantir une certaine proactivité, la GI-TOC met en place des programmes expérimentaux et innovants, qui permettent de confronter de nouvelles idées dans des environnements complexes, afin d'identifier des solutions évolutives et durables. Cependant, parvenir à un changement systémique demeure un processus lent. Pour faire face à l'urgence et à l'impact dévastateur du crime organisé sur les personnes, l'environnement, les entreprises et les États, la GI-TOC a mis au point des mesures plus directes pour protéger les communautés et faire reculer le crime organisé, en développant la résilience des communautés et en désorganisant les marchés criminels.

Pour atteindre les objectifs fixés dans son mandat, la GI-TOC a défini quatre domaines d'action :

1. Un travail d'analyse et des données factuelles améliorés.
2. La perturbation des marchés.
3. Le renforcement de la résilience.
4. Des réseaux d'action inclusifs.

C'est en développant le travail de la GI-TOC dans ces quatre domaines, en collaborant avec les partenaires et les institutions concernés, et en construisant des réseaux d'action que nous pensons constituer la meilleure stratégie pour lutter contre le crime organisé et en réduire l'impact. ■

OBJECTIFS STRATÉGIQUES POUR 2024-2026

Les objectifs de la stratégie sont au nombre de cinq.

1. AMÉLIORATION DU TRAVAIL D'ANALYSE ET DES DONNÉES FACTUELLES

OBJECTIF GÉNÉRAL : Effectuer des recherches sur les économies illicites qui soient pertinentes pour le monde politique et susceptibles à la fois de favoriser une meilleure analyse et de renforcer la base de données permettant d'apporter des réponses éclairées tout en établissant des priorités.

Au cours des trois prochaines années, la GI-TOC continuera à publier des rapports de haute qualité sur les économies illicites. Pour ce faire, elle élargira son champ d'action géographique et thématique, tout en maintenant un niveau de recherche élevé dans les régions où son travail est reconnu. Elle développera en outre son offre en matière d'information publique - notamment par le biais de podcasts, de vidéos et de contenu pour le site web de la GI-TOC - afin de diffuser plus largement son travail. Le nombre de publications dans des langues autres que l'anglais augmentera également.

En s'appuyant sur le diagnostic de l'Indice mondial du crime organisé et sur les actions définies dans sa stratégie globale, la GI-TOC orientera ses travaux des trois prochaines années vers des thèmes, des régions et des pays où les économies illicites ont un impact grandissant. Il s'agit notamment de la criminalité financière, de la criminalité environnementale, des industries extractives, des acteurs intégrés à l'État, de la criminalité organisée en milieu urbain, du trafic d'armes, des facilitateurs le long des chaînes d'approvisionnement, ainsi que de la relation entre les conflits violents et les économies illicites. Pour assurer une couverture véritablement mondiale, la GI-TOC renforcera sa présence en Asie et en Amérique latine (y compris en Amazonie), et se concentrera davantage sur l'Europe occidentale, l'Asie centrale et l'Afghanistan.

Plutôt que de se limiter aux menaces et aux défis, la GI-TOC s'efforcera d'identifier et de partager les bonnes pratiques. Au cours des trois prochaines années, elle développera un outil de visualisation en ligne afin de proposer une plateforme simple d'utilisation destinée à partager publiquement ces informations, conformément à l'objectif de la GI-TOC, à savoir d'être une organisation apprenante.

Une publication de référence qui permettra à la GI-TOC de parfaire sa méthodologie et de mesurer les progrès accomplis au regard des résultats des deux premières éditions (2021 et 2023). L'équipe chargée

de l'indice cherchera en outre à faire preuve de créativité dans l'utilisation des données de l'Indice mondial du crime organisé entre 2024 et 2026 afin d'identifier les tendances émergentes et la relation entre les économies illicites et les mégatendances mondiales. La GI-TOC s'efforcera d'apporter une contribution significative au 15e Congrès des Nations unies pour la prévention du crime et la justice pénale, qui devrait avoir lieu en 2026.

Activités principales

- Publier chaque année plus de 90 ouvrages de haute qualité et à fort impact ;
- Développer la recherche sur la criminalité financière, la criminalité environnementale et le trafic d'armes, entre autres ;
- Améliorer la visibilité de la GI-TOC en Amérique latine, en Asie centrale et occidentale et en Europe occidentale, et étendre sa présence en Asie ;
- Approfondir et étendre la recherche sur les liens entre les conflits, l'instabilité et les économies illicites ;
- Développer un outil en ligne pour collecter et partager les bonnes pratiques en matière de prévention et de lutte contre le crime organisé ;
- Promouvoir des politiques qui répondent à la menace posée par les acteurs intégrés à l'État et favoriser des approches plus concertées pour casser les liens entre le crime organisé et la corruption ;
- Produire la troisième édition de l'Indice mondial du crime organisé.

2. ÉLABORER DES PROGRAMMES NOVATEURS POUR PERTURBER LES MARCHÉS CRIMINELS

OBJECTIF GÉNÉRAL : Élaborer des programmes visant à perturber et à réduire les marchés criminels.

Bien que le crime organisé constitue une menace à l'échelle mondiale, il n'existe pas de stratégie internationale de lutte pour y faire face. C'est pourquoi la GI-TOC publiera un rapport présentant les idées d'une stratégie mondiale contre la criminalité organisée, qui comprend des actions pour les gouvernements, les organismes d'application de la loi, le secteur privé et la société civile afin de prévenir et de contrer plus efficacement ce phénomène. La promotion des idées et des approches décrites dans le rapport sera l'une des grandes priorités de la stratégie à moyen terme de la GI-TOC entre 2024 et 2026. Il s'agira notamment d'adopter une pensée systémique et une « perspective croisée » pour analyser et déstabiliser les chaînes d'approvisionnement et les écosystèmes des économies illicites.

Un accès croissant à l'information dans le domaine public permet de démocratiser la collecte et l'analyse d'informations sur les économies illicites, tandis que la technologie peut être exploitée comme un outil bénéfique plutôt que comme un instrument au service des acteurs criminels. Au cours de la période couverte par la stratégie, la GI-TOC exploitera davantage le renseignement de source ouverte (OSINT) et les données satellitaires afin d'améliorer la collecte d'informations. Elle utilisera également des outils technologiques pour identifier et tenter de perturber les marchés en ligne ; la GI-TOC développera par exemple les techniques mises au point par son unité de surveillance et de perturbation des marchés dans le cadre d'un programme appelé ECO-SOLVE, conçu pour développer le renseignement, les éléments probants et les données afin de lutter plus efficacement contre la criminalité environnementale.

La criminalité organisée s'adapte rapidement et de manière opportuniste. Dans ce contexte, il convient d'accorder plus d'attention et de ressources à l'anticipation de ses trajectoires futures. C'est pourquoi, au cours de la prochaine phase de sa stratégie, la GI-TOC mettra en place un groupe de réflexion sur la prospective, chargé d'examiner les liens entre la criminalité organisée et les tendances mondiales et de développer des idées novatrices pour une meilleure prévention et une plus grande réactivité.

Plus largement, la GI-TOC explorera les possibilités de rendre son travail sur le terrain plus opérationnel - en allant au-delà des observatoires (qui documentent le phénomène), vers des catalyseurs qui travaillent à perturber les économies illicites, y compris en provoquant un certain nombre de frictions par le biais d'enquêtes, d'actions de sensibilisation et de mobilisation, et en favorisant le changement social et comportemental.

Activités principales

- Publier et diffuser les éléments d'une stratégie mondiale de lutte contre la criminalité organisée transnationale ;
- S'engager activement dans la promotion des efforts multilatéraux et bilatéraux visant à adopter et à mettre en œuvre une telle stratégie, y compris dans le cadre du Sommet de l'avenir ;
- Utiliser la technologie plus efficacement pour perturber les marchés criminels, notamment par le biais du projet ECO-SOLVE de lutte contre la criminalité environnementale, et en explorant les utilisations possibles de l'intelligence artificielle ;
- Renforcer les liens avec les forces de l'ordre et les organisations régionales afin d'accroître le partage d'informations et de permettre un meilleur impact des recommandations de la GI-TOC sur les réponses politiques et opérationnelles ;
- Documenter les stratégies et les programmes qui sont forces d'innovations, d'enseignements et de bonnes pratiques à reproduire ;
- Mettre en place un groupe de réflexion sur la prospective pour anticiper les futures trajectoires possibles de la criminalité organisée.

3. RENFORCER LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS VULNÉRABLES

OBJECTIF GÉNÉRAL : Réduire l'impact néfaste de la criminalité organisée en soulignant la détresse des victimes et des survivants et en soutenant - voire, si nécessaire, en lançant - des initiatives communautaires destinées à augmenter la résilience face au crime organisé.

La GI-TOC est un réseau de la société civile qui a pour but d'aider ses membres à faire face au crime organisé et à développer leur résilience. Un des piliers les plus importants de la GI-TOC est le Fonds pour la résilience, qui a soutenu plus de 170 personnes et organisations de la société civile dans 55 pays à travers le monde.

Entre 2024 et 2026, la GI-TOC s'efforcera d'augmenter le Fonds pour la résilience - à la fois en termes de ressources et de portée géographique. Une attention particulière sera consacrée aux pays qui ont de faibles scores de résilience dans l'Indice mondial du crime organisé. Des projets pilotes innovants seront également lancés pour promouvoir la résilience des communautés et les perturbations dans les points chauds identifiés par les recherches de la GI-TOC, par exemple en Afrique de l'Ouest.

La GI-TOC continuera à mettre l'accent sur les droits humains en relation avec le crime organisé. Elle poursuivra notamment sa surveillance des assassinats liés à la criminalité, les disparitions forcées, ainsi que les menaces qui pèsent sur les défenseurs des droits humains, les journalistes d'investigation et les autres acteurs de la société civile qui sont en première ligne pour révéler les activités des groupes criminels. La GI-TOC conseillera ses partenaires de la société civile et renforcera également sur la manière de mieux assurer leur sécurité. Enfin l'organisation veillera à attirer l'attention sur la nécessité d'indemniser et de soutenir les victimes du crime organisé.

Activités principales

- Tripler le nombre de bénéficiaires soutenus entre 2024 et 2026, et doubler le nombre de pays où le Fonds pour la résilience intervient ;
- Développer des outils novateurs pour permettre aux communautés de partager leurs expériences en matière de renforcement de la résilience, et promouvoir l'échange de connaissances et de meilleures pratiques ;
- Plaider pour que les voix de la société civile soient entendues dans les plateformes multilatérales ;
- Mettre en avant les victimes et les survivants de la criminalité organisée, et prendre des mesures pour renforcer la protection des défenseurs des droits humains et de la société civile.

4. DÉVELOPPER DES RÉSEAUX D'ACTION

OBJECTIF GÉNÉRAL : Créer des réseaux d'action et d'intégrité coordonnés, multipartites et inclusifs, ayant une influence et une portée mondiales.

L'organisation de débats autour de propositions pour une stratégie mondiale contre le crime organisé permettra à la GI-TOC de renforcer ses réseaux d'action. Par exemple, une relation triangulaire pourrait être renforcée entre la GI-TOC, l'ONUDC et INTERPOL pour mener le processus de formulation de la stratégie, en capitalisant sur la possibilité d'inscrire le crime organisé au programme du Sommet de l'avenir, prévu en 2024, et des événements menant au et marquant le 25e anniversaire de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée en 2025, et du 15e Congrès des Nations unies sur la criminalité en 2026. Le processus de discussion sur la stratégie pourrait également contribuer à renforcer les partenariats avec les organisations régionales ainsi qu'avec des plateformes telles qu'EMPACT.

Au cours des trois prochaines années, la GI-TOC cherchera à renforcer les partenariats avec les organisations régionales, notamment en encourageant le dialogue et les nouvelles approches suscitées par les résultats de l'Indice mondial du crime organisé et de cette stratégie mondiale. La GI-TOC continuera également ses activités dans le cadre de l'ONU, en tirant pleinement parti de son nouveau statut d'ECOSOC.

La GI-TOC stimulera le débat et de nouvelles approches pour réduire l'impact néfaste du crime organisé sur la sécurité, le développement et la gouvernance par le biais de ses Dialogues sur le développement et de discussions autour de ses recherches. Elle continuera par ailleurs à contribuer aux débats sur la décriminalisation et la légalisation des drogues en s'appuyant sur des données factuelles et des éléments d'information éclairés.

L'Indice mondial du crime organisé 2023 et la stratégie mondiale montrent tous deux que le secteur privé est intrinsèquement lié aux économies illicites. Par conséquent, le secteur privé doit faire partie

de toute initiative visant à perturber et à affaiblir les marchés criminels. La GI-TOC s'efforcera de renforcer ses partenariats avec les acteurs du secteur privé, par exemple en ce qui concerne la lutte contre les flux financiers internationaux, la criminalité environnementale et la traite des êtres humains.

La galvanisation des réseaux universitaires et éducatifs est un élément clé de la mission de la GI-TOC. Par l'intermédiaire de l'Association internationale pour l'étude du crime organisé (IASOC), la GI-TOC continuera à servir d'intermédiaire pour le développement de la recherche universitaire, le débat et la diffusion de la recherche en élargissant la base des membres de l'IASOC et en augmentant notre présence et notre participation à diverses conférences de sociétés de recherche dans le monde entier. Parallèlement, la GI-TOC publie, en partenariat avec la London School of Economics, le *Journal of Illicit Economies and Development* (Revue des économies illicites et du développement). Nous nous efforcerons d'accroître le profil, la diversité des auteurs et des publications, ainsi que l'impact politique global de la revue. Nous continuerons également à développer notre réseau de partenaires universitaires, en élargissant notre éventail de protocoles d'accord, avec une attention particulière pour les universités du Sud.

Le Réseau d'experts de la GI-TOC (GIN) compte désormais près de 700 experts du monde entier. Reflétant les zones géographiques et thématiques de vulnérabilité identifiées dans l'Indice mondial du crime organisé, des efforts seront déployés au cours des trois prochaines années pour augmenter le nombre de membres du GIN en Asie et en Afrique, recruter davantage de femmes et s'engager plus étroitement auprès des jeunes.

Activités principales

- Développer au moins un partenariat par an avec une entité du secteur privé ;
- Signer au moins un protocole d'accord par an avec une organisation régionale ou sous-régionale ;
- Mettre en place un réseau de recherche sur la criminalité organisée d'ici 2025 ;
- Faire passer le GIN à 800 membres d'ici 2025, en mettant l'accent sur les nouveaux membres d'Afrique et d'Asie,
- Rationaliser la gestion du GIN grâce à des outils de gestion de projet et de gestion des relations clients.

5. AMÉLIORER L'EFFICACITÉ OPÉRATIONNELLE

OBJECTIF GÉNÉRAL : Renforcer l'efficacité opérationnelle de l'organisation afin de garantir une bonne gestion, un contrôle et une responsabilisation efficaces, une croissance soutenue, un personnel sûr et motivé, et des résultats professionnels de haut niveau.

La structure de la GI-TOC a évolué organiquement au fil du temps depuis sa création en 2012 pour aboutir à l'architecture interne qui guide aujourd'hui ses principes de gouvernance et de gestion.

La GI-TOC s'est développée rapidement et ses employés sont géographiquement dispersés. Au cours des trois prochaines années, un système de planification des ressources de l'entreprise (ERP) sera mis en place pour intégrer les fonctions essentielles centralisées et les opérations décentralisées. Le système ERP devrait également contribuer à améliorer la transparence, la responsabilité et l'efficacité de la gestion financière et des contrôles internes. L'ERP sera doté de fonctionnalités telles que

l'enregistrement du temps de travail du personnel, le suivi du recrutement et la gestion des performances du personnel, permettant ainsi de rationaliser les systèmes et les procédures en matière de ressources humaines.

La GI-TOC a élaboré des plans de carrière qui seront mis en place dans le cadre du développement du personnel au cours de la prochaine période stratégique. Nous mettons également en œuvre de nouvelles politiques axées sur la communication, la formation et d'autres impératifs liés au personnel.

La GI-TOC couvre un nombre croissant de domaines thématiques et géographiques. Afin d'assurer une bonne cohérence, la GI-TOC développera au cours des trois prochaines années un cadre conceptuel plus clair pour la matrice de ses travaux thématiques et géographiques, et la manière dont ils sont représentés sur notre site internet. Des mesures seront également prises pour renforcer la coopération entre les observatoires de la GI-TOC,

La GI-TOC continuera de faire entrer dans ses équipes des personnes de grande qualité, issues d'horizons géographiques et professionnels divers, qui adhèrent à la vision et à l'éthique de l'organisation. Les domaines prioritaires pour le développement du personnel au cours de la prochaine phase stratégique comprennent le développement des compétences, la formation et les protocoles de sécurité (y compris la cybersécurité), les compétences OSINT, l'atténuation des risques juridiques et les compétences en matière de médias et de communication. De nouvelles mesures seront prises pour veiller à ce que le personnel soit correctement sensibilisé et formé à tout nouveau logiciel, par exemple en ce qui concerne la planification des ressources de l'entreprise ainsi que la gestion des finances et de l'information, et pour que le guide des opérations et les didacticiels vidéo couvrent un large éventail de sujets pertinents afin de permettre au personnel d'acquérir ou de rafraîchir de nouvelles compétences et d'avoir accès aux informations essentielles.

En ce qui concerne la gouvernance de l'organisation et la gestion du GIN, l'équipe de coordination du Réseau (désormais équipe de gouvernance) a pris en charge tous les dossiers liés à la gouvernance de l'organisation afin de centraliser et de coordonner les différents comités à partir d'une seule équipe, améliorant ainsi la structure de gouvernance et la capacité de l'organisation à fonctionner de manière durable.

La gestion des membres du réseau (au nombre de 668 à la fin de l'année 2023) sera rationalisée grâce à des outils de gestion de projet et notamment un CRM (gestion de la relation client) pour faciliter une communication globale avec les membres.

Activités principales

- Déployer un système de gestion intégré capable de soutenir une organisation mondiale de manière efficace et performante, d'ici à fin 2024 ;
- Garantir des audits statutaires et des audits de projets constamment irréprochables ;
- Promouvoir le bien-être et la prospérité du personnel, en s'appuyant sur les enquêtes de satisfaction et le retour d'information.



QUEL EST NOTRE IMPACT ? LE CADRE DES INDICATEURS DE PROGRÈS

Afin de mesurer les progrès de l'organisation et de constituer une base de données, la GI-TOC a identifié un ensemble d'indicateurs clés. La plupart des indicateurs sont mesurés au niveau des projets individuels, ou par les observatoires et initiatives régionaux, par rapport aux objectifs et buts de leur projet/région. Ce système de mesure des progrès fonctionnant de la base au sommet de l'organisation, la capacité à rassembler les résultats et à les agréger pour comprendre quelle proportion de projets atteint ses objectifs est une autre mesure importante. Cependant, l'organisation est plus grande que la somme de ses parties, ce qui se reflète dans certains indicateurs mesurés uniquement au niveau de l'organisation.

La réalisation du mandat général de la GI-TOC nécessiterait de constater des changements à haut niveau dans un ensemble d'indicateurs mondiaux, régionaux et nationaux spécifiques à la criminalité organisée, mais aussi des changements dans certaines caractéristiques plus fondamentales relatives à tout ce qui favorise l'environnement et constitue les moteurs de la criminalité, comme la vigueur et la qualité de l'État de droit, l'amélioration globale de l'équité et du développement socio-économique, l'accès aux droits humains, la liberté d'expression, la stabilité et des moyens de subsistance viables, et une meilleure gouvernance à la fois dans une majorité d'États et dans des espaces et des concepts partagés (tels que le cyberspace, les zones maritimes, la protection et la préservation de l'environnement, ainsi que la propriété intellectuelle et l'accès à cette dernière).

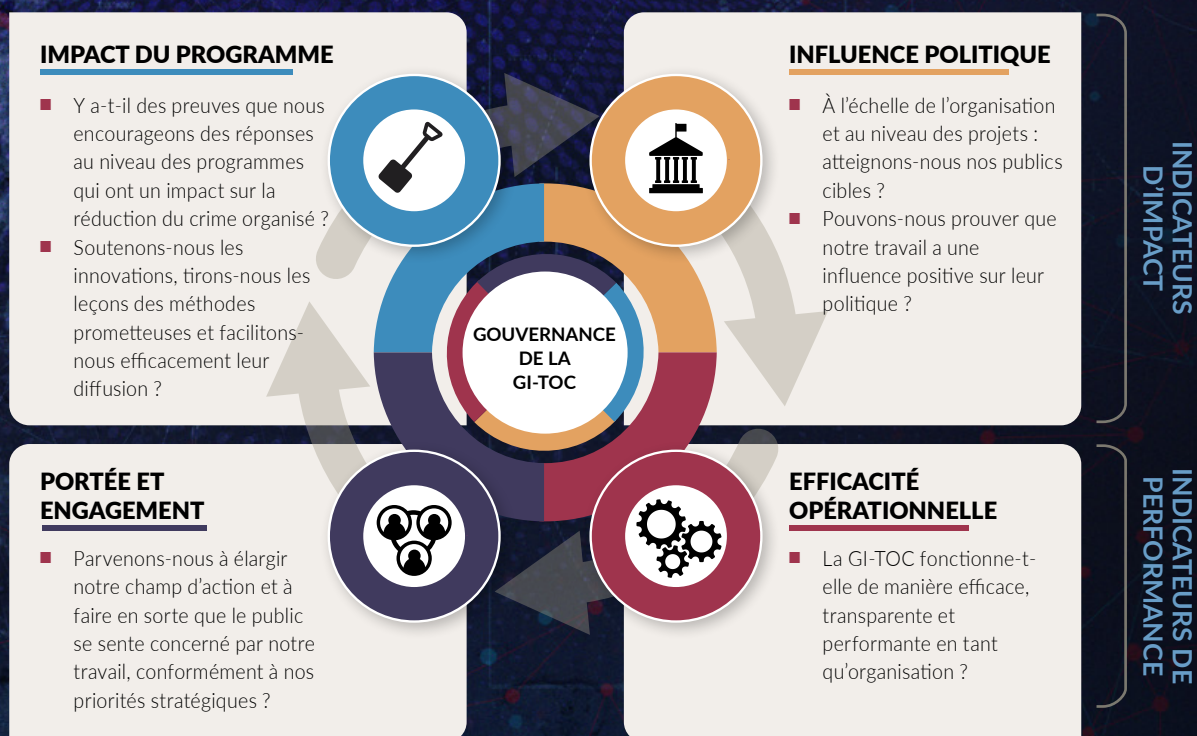
1. L'impact de la GI-TOC

Compte tenu des facteurs en jeu et de la portée mondiale de ces questions, il est impossible d'attribuer ces changements importants au seul travail de la GI-TOC. Par conséquent, tout en surveillant l'évolution des indicateurs de haut niveau, la GI-TOC a identifié des domaines clés qui permettent de mesurer l'impact plus direct de l'organisation, et donc sa capacité à contribuer aux changements les plus importants.

2. Les performances de la GI-TOC

La durabilité de l'impact de la GI-TOC est étroitement liée à sa réputation, à sa portée et à son efficacité opérationnelle. Ce n'est que si l'organisation réussit dans tous ces domaines qu'elle pourra garantir un impact durable sur la réduction de la criminalité organisée et de ses effets négatifs.

CADRE D'INDICATEURS DE PROGRÈS DE LA GI-TOC



CONCLUSIONS : DES ORIENTATIONS POUR L'AVENIR

Le sentiment que le monde a besoin de moyens plus efficaces pour prévenir et faire face à la criminalité organisée est de plus en plus fort. Dans cette perspective, la GI-TOC continuera à jouer un rôle de catalyseur au travers de ses recherches et de ses recommandations politiques afin d'analyser les économies illicites et de les combattre de manière innovante. Elle cherchera à jeter des ponts entre les différents secteurs - en particulier la société civile et les gouvernements - et à faciliter des réponses plus concertées entre les différentes régions. Elle renforcera son identité d'organisation apprenante et développera des réseaux de connaissances et des communautés d'action afin de réduire les dommages causés par la criminalité organisée.

Cette stratégie à moyen terme est conçue pour donner une orientation à la GI-TOC pour les trois prochaines années. Elle devrait également permettre à la GI-TOC de contribuer au développement d'une orientation plus claire pour atténuer les effets les plus graves d'un problème qui ne cesse de s'aggraver.

Mesures stratégiques du succès

Compte tenu des objectifs stratégiques et des activités clés décrits dans la présente stratégie, les principaux critères de réussite devraient être les suivants d'ici à la fin de 2026 :

- Reconnaissance de la GI-TOC en tant que principal partenaire mondial de la société civile dans la lutte contre le crime organisé ;
- Des partenariats stratégiques étroits entre la GI-TOC et des acteurs clés de la lutte contre le crime organisé, notamment l'ONUDC et INTERPOL, ainsi que des organisations régionales ;
- Adoption d'une stratégie mondiale de lutte contre le crime organisé ;
- Utilisation de l'Indice mondial du crime organisé comme base pour mesurer les progrès réalisés dans la lutte contre le crime organisé ;
- Un Fonds pour la résilience doté d'un capital annuel d'au moins 2 millions d'euros ;
- Renforcement de l'expertise interne sur la criminalité financière et l'impact de la technologie sur les économies illicites ;
- Un réseau d'observatoires GI-TOC avec une couverture véritablement mondiale ;
- Reconnaissance du travail de la GI-TOC sur l'utilisation de la technologie pour perturber les marchés criminels, en particulier par le biais du projet ECO-SOLVE ;
- Un groupe de réflexion à la prospective reconnu pour son anticipation stratégique innovante.



**GLOBAL
INITIATIVE**
AGAINST TRANSNATIONAL
ORGANIZED CRIME

À PROPOS DE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis aux quatre coins de la planète. Elle offre une plateforme pour promouvoir un débat plus approfondi et des approches innovantes comme fondements d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

www.globalinitiative.net